

## L'Ontario français du Centre et du Sud-Ouest, 1940-1970

Yves Frenette

Volume 7, 2007

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1039325ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1039325ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Société Charlevoix  
Presses de l'Université d'Ottawa

### ISSN

1203-4371 (print)  
2371-6878 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Frenette, Y. (2007). L'Ontario français du Centre et du Sud-Ouest, 1940-1970. *Cahiers Charlevoix*, 7, 143–181. <https://doi.org/10.7202/1039325ar>

### Article abstract

C'est des régions du Centre et du Sud-Ouest, réunies en raison de leur identité commune et fragmentée, et d'une conscience régionale en voie d'éclosion, que traite l'étude d'**Yves Frenette**. Par la relecture de documents divers (entrevues, témoignages, recensements et études), il brosse un portrait concret de la vie française de ce coin de l'Ontario pour la période 1940-1970. En retraçant les courants migratoires qui ont amené des populations françaises dans ces régions, il sonde leurs motivations, indique les zones d'attraction (Détroit-Windsor, Sarnia, baie Georgienne, Toronto, Hamilton, Welland) et les îlots de peuplement, et parle de leur adaptation au milieu à la faveur du réseau institutionnel chargé de les encadrer. Mais les migrants durent réagir aux préjugés qu'entraînait leur minorisation et qui eurent des effets sur la place de ces nouveaux Franco-Ontariens. Aussi, les problèmes d'anglicisation les confrontèrent-ils très tôt et les divisèrent : sympathie ou trahison des clercs, apathie de plusieurs, incompréhension et rivalités entre groupes francophones (Québécois et Acadiens, Canadiens français et Français) contribuèrent à de nombreux transferts linguistiques. Malgré une assimilation galopante, qui inquiète l'élite, l'école et la progression du réseau institutionnel auraient commencé à freiner l'assimilation.

L'ONTARIO FRANÇAIS DU CENTRE  
ET DU SUD-OUEST, 1940-1970

*Yves Frenette*

*Départements d'histoire et d'études pluridisciplinaires  
Collège universitaire Glendon, Toronto*

## SOMMAIRE

INTRODUCTION .....	145
I – L'ONTARIO FRANÇAIS DU CENTRE ET DU SUD-OUEST EN 1940 ..	148
II – LA CROISSANCE DES EFFECTIFS .....	152
III – LES COURANTS MIGRATOIRES .....	153
IV – LA SOCIABILITÉ .....	159
V – LA MAJORITÉ ANGLOPHONE .....	161
VI – LES TRANSFERTS LINGUISTIQUES .....	165
VII – CLASSES SOCIALES ET HÉTÉROGÉNÉITÉ ETHNOCULTURELLE .....	169
VIII – LE RÉSEAU INSTITUTIONNEL .....	173
ÉPILOGUE – L'Ontario français du Centre et du Sud-Ouest à la fin des années soixante .....	179

# L'ONTARIO FRANÇAIS DU CENTRE ET DU SUD-OUEST, 1940-1970

## INTRODUCTION

S'inscrivant dans la foulée de nos travaux sur le Canada français, le présent texte porte sur deux régions de l'Ontario au milieu du xx<sup>e</sup> siècle. Il y a plusieurs années, en effectuant des recherches en vue de la rédaction d'un livre<sup>1</sup>, il nous est apparu que cette période était fort mal connue, malgré l'existence de quelques études pionnières<sup>2</sup> et de récits à caractère autobiographique<sup>3</sup>. Faute de s'être penchés sur cette époque,

---

<sup>1</sup> *Brève Histoire des Canadiens français*, Montréal, Boréal, 1998, 209 p. [désormais *Brève Histoire*].

<sup>2</sup> Pour l'Ontario français, notons l'apport de Robert Choquette, Gaétan Gervais et Fernand Ouellet. Historien des conflits ethnoreligieux, le premier a consacré un beau livre à la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, *La Foi gardienne de la langue en Ontario, 1900-1950*, Montréal, Bellarmin, 1987, 282 p. ; quant au deuxième, on compte dans sa production abondante une étude fouillée sur l'épisode des jumelles Dionne, *Les Jumelles Dionne et l'Ontario français, 1934-1944*, Sudbury, Prise de Parole, 2000, 246 p. ; pour sa part, Ouellet a rédigé une série d'analyses de la socio-économie franco-ontarienne qui englobent la période 1920-1970. Ces textes sont réunis dans *L'Ontario français dans le Canada français. Contribution à l'histoire sociale*, Sudbury, Prise de Parole, 547 p. [désormais *L'Ontario français*].

<sup>3</sup> Jean Éthier-Blais, *Fragments d'une enfance*, Montréal, Leméac, 1989, 179 p. ; Robert Major, « Concourir pour la langue », *Francophonies d'Amérique*, n° 2

historiens et sociologues ont accordé une trop grande importance à l'année 1960 comme date charnière. Dans leur optique, le Canada français aurait éclaté quasi soudainement dans la foulée de la Révolution tranquille et de l'abandon des minorités par les Québécois, qui les laissaient ainsi à leur sort. De ces ruines émergèrent de nouvelles identités, y compris l'identité franco-ontarienne<sup>4</sup>. En amont, cette interprétation a le défaut d'appuyer démesurément sur le caractère statique de la société canadienne-française avant 1960<sup>5</sup>; en aval, elle amenuise les grands bouleversements ayant eu cours depuis.

Si la période qui va de l'abrogation du Règlement XVII à la fin de la décennie de 1960 est mal connue, c'est particulièrement le cas pour le centre et le sud-ouest de l'Ontario, deux

---

(1992), p. 87-92; Michel Gaulin, « Être franco-ontarien à Ottawa, des années quarante à maintenant... », dans Société Charlevoix, *Les Régionalismes de l'Ontario français*, Toronto, Éditions du GREF, 2005, p. 63-69.

<sup>4</sup> Pour des exemples de ce courant historiographique, voir Marcel Martel, *Le Deuil d'un pays imaginé. Rêves, luttes et déroute du Canada français*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1997, 203 p.; Gaétan Gervais, *Des Gens de résolution. Le passage du Canada français à l'Ontario français*, Sudbury, Prise de Parole, 2003, 230 p. [désormais *Gens de résolution*]; pour l'abondante production sociologique, consulter Françoise Boudreau, « La Francophonie ontarienne au passé, au présent et au futur. Un bilan sociologique », dans Jacques Cotnam *et al.* (dir.), *La Francophonie ontarienne. Bilan et perspectives de recherche*, Hearst, Le Nordir, 1995, p. 17-51.

<sup>5</sup> Chad Gaffield et René Dionne ont chacun à leur façon postulé une naissance lointaine de l'identité franco-ontarienne : Chad Gaffield, *Aux origines de l'identité franco-ontarienne. Éducation, culture et économie*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, 284 p.; René Dionne, « 1910. Une première prise de parole collective en Ontario français », *Cahiers Charlevoix* 1, Sudbury, Société Charlevoix et Prise de Parole, 1995, p. 15-124. Pour le pendant québécois de ce débat, voir Ronald Rudin, *Making History in Twentieth-century Quebec. Historians and their Society*, Toronto, University of Toronto Press, 1997, 294 p.; Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Montréal, Boréal, 2000, 194 p.

régions qui ont de tout temps compris une proportion importante de la population franco-ontarienne<sup>6</sup>. Contrairement à leurs compatriotes de l'est et du nord de la province, dont l'origine est en grande partie québécoise, les Franco-Ontariens du Centre et du Sud-Ouest ont des origines variées : française, canadienne, métisse, québécoise, acadienne et, plus récemment, africaine et asiatique. Leur identité a donc été plus fragmentée qu'ailleurs, ce qui a eu des conséquences sur leur rapport à la langue et sur leurs représentations de l'Ontario français. En raison de ces caractéristiques communes, il nous est apparu intéressant d'étudier comme un ensemble les Franco-Ontariens du Centre et du Sud-Ouest. D'autant plus que depuis les années soixante-dix, on semble assister à l'éclosion d'une conscience régionale sur tout le territoire englobant les deux régions, en voie de devenir le Centre-Sud-Ouest<sup>7</sup>.

Dans ce travail, nous utilisons plusieurs sources : recensements, études sociologiques effectuées pendant la décennie de 1960, témoignages et enquêtes orales. Relus à la lumière de nos préoccupations, ces documents se sont révélés d'une grande richesse. Nous avons ainsi fait bon usage d'une série

---

<sup>6</sup> Nous adoptons les définitions régionales de l'Office des affaires francophones, pour qui le Centre s'étend de la limite sud de Trenton jusqu'à Fort Érié, englobant la Baie-Georgienne; le Sud-Ouest, quant à lui, va de l'agglomération de London jusqu'à la frontière avec le Michigan : Office des affaires francophones, *Profil statistique. Les francophones en Ontario*, Toronto, Office des affaires francophones, s.d., p. 1. Par ailleurs, nous donnons au terme « Franco-Ontarien » un sens encore plus large que l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO), qui considère comme franco-ontariens les locuteurs du français habitant la province (*Plan de développement global de la communauté franco-ontarienne*, Ottawa, ACFO, 1991). Nous allons plus loin en utilisant le terme pour désigner l'ensemble des « Ontariens d'origine ethnique française », qu'ils se soient définis eux-mêmes avant 1970 comme acadiens, canadiens-français, français, belges, marocains, etc.

<sup>7</sup> Nous avons traité de cette question plus à fond dans Yves Frenette, « Le Centre-Sud-Ouest constitue-t-il une région de l'Ontario français? », dans Société Charlevoix, *op. cit.*, p. 55-62.

d'entrevues réalisées par Radio-Canada en 1966 auprès d'une centaine de personnes du Centre et du Sud-Ouest. Ces témoignages ont l'avantage de ne pas avoir été épurés, n'ayant jamais été mis en ondes. Conservés au Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, ils ont été transcrits par une équipe dirigée par le linguiste André Lapierre<sup>8</sup>.

## I - L'ONTARIO FRANÇAIS DU CENTRE ET DU SUD-OUEST EN 1940

En 1940, le centre et le sud-ouest de l'Ontario comptent 108 645 personnes se déclarant d'origine ethnique française, les deux régions se les partageant à peu près également avec respectivement 52 939 et 55 706 individus<sup>9</sup>.

C'est dans le Sud-Ouest que s'était formée une première concentration de population française sur les rives de la rivière Détroit. En 1749, poursuivant l'objectif d'un empire colonial s'étendant de l'Île Royale à la Louisiane, le gouverneur de la Nouvelle-France, Roland-Michel Barrin de la Galissonnière, encouragea l'établissement de colons de la vallée du Saint-Laurent au fort Détroit, fondé quarante-huit ans plus tôt. Jusqu'au déclenchement de la guerre de la Conquête, en 1754, sa politique rencontra un succès relatif, une dizaine de familles s'installant bon an mal an le long de la rivière. Cette première communauté fut scindée par l'indépendance américaine en 1783 et le retrait des Britanniques de Détroit en 1796. Jusqu'au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, la colonisation à partir de Sandwich (Windsor) progressa et atteignit le lac Sainte-Claire. En outre, des vagues de colons canadiens-français en provenance du Québec arrivèrent dans le Sud-Ouest. À côté

---

<sup>8</sup> André Lapierre, *L'Ontario français du Sud-Ouest. Témoignages oraux*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1982, 628 p.

<sup>9</sup> À moins d'avis contraire, les chiffres contenus dans cette étude proviennent des recensements du Canada.

de vieilles localités canadiennes comme Rivière-aux-Canards, on trouvait des communautés mixtes formées de vieux Canadiens et de migrants canadiens-français, tel Windsor, et de nouveaux fronts pionniers ouverts par ces derniers, par exemple Paincourt<sup>10</sup>.

Au début du xx<sup>e</sup> siècle, la population du Sud-Ouest fut bouleversée par l'industrialisation et l'urbanisation. En 1904, la compagnie Ford ouvrit une usine à Windsor et fut bientôt suivie par d'autres fabricants d'automobiles. En outre, les Franco-Ontariens furent profondément divisés par le Règlement XVII. En effet, partout dans la région, mais surtout dans les agglomérations urbaines, les plus jeunes, souvent instruits en anglais, remettaient en cause les valeurs avec lesquelles ils avaient grandi, particulièrement quant à la pertinence de la langue française. Et la lutte contre M<sup>gr</sup> Michael Fallon creusa le fossé entre une masse apathique ou franchement sympathique à la position de l'évêque de London et l'élite militante<sup>11</sup>.

Dans le Centre, le premier groupement franco-ontarien fut celui de la Baie-Georgienne, lui-même composé d'au moins deux vagues migratoires : dans les années 1820 et 1830, des voyageurs franco-métis en provenance de Michillimackinac et de l'île Drummond; après 1840, des Canadiens français de Batiscan, des environs de Joliette et des comtés de Vaudreuil et Soulanges. Ainsi naquirent Pénétanguishene, Lafontaine,

<sup>10</sup> Ouellet, *L'Ontario français*, p. 360-424; Gaétan Gervais, «L'Ontario français (1821-1910)», dans Cornelius Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, p. 50-52; Ernest Lajeunesse, *The Windsor Border Region. Canada's Southernmost Frontier. A Collection of Documents*, Toronto, The Champlain Society et University of Toronto Press, 1960, 374 p.; Lina Gouger, «Les Convois de colons de 1749-1750. Impulsion gouvernementale décisive pour le développement de la région de Windsor», dans Marcel Bénéteau (dir.), *Le Passage du Détroit. 300 ans de présence francophone/Passages. Three Centuries of Francophone Presence at Le Détroit*, Windsor, Humanities Research Group, 2003, p. 47-57.

<sup>11</sup> Jack Cecillon, «Language and School Conflicts in the Windsor Border Region», dans Bénéteau, *op. cit.*, p. 261-288.



Perskingsfield, Randolph et d'autres localités du comté de Simcoe. Jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, les Franco-Métis et les Canadiens français formaient des communautés distinctes et entretenaient peu de rapports, en dépit d'une langue commune<sup>12</sup>. Par la suite, une intégration s'effectua. En 1941, 9 145 des 80 057 habitants de la Huronie se déclaraient d'origine ethnique française; 75,2 % d'entre eux étaient de langue maternelle française. La localité rurale de Lafontaine était le bastion de langue française de la région. Pénétanguishene, petit centre industriel et de services, comptait 4 521 personnes, dont 3 102, soit 68,6 %, étaient d'origine ethnique française. En dépit de ce pourcentage élevé, l'anglais dominait partout dans la ville et des conflits avaient surgi quant à la place du français dans les écoles<sup>13</sup>.

Toronto, capitale du Haut-Canada puis de l'Ontario, avait constitué un deuxième îlot de peuplement français dans le Centre avec ses immigrants canadiens-français et, à un degré moindre, franco-européens attirés par les commerces, industries et institutions qui pullulaient dans la ville. Les Canadiens français y étaient assez nombreux pour obtenir une paroisse en 1887 et, l'année suivante, Philippe Lamarche, le dynamique curé fondateur, mit sur pied l'école Sacré-Cœur. La population de langue française continua d'augmenter, notamment pendant la période d'expansion industrielle de la Première Guerre mondiale<sup>14</sup>. Comme ailleurs dans le Centre, les Franco-Ontariens de Toronto gagnaient surtout leur vie comme ouvriers, quoique des commerçants et industriels canadiens-français aient élu domicile dans le quartier huppé

---

<sup>12</sup> Daniel Marchildon, *La Huronie. Trois siècles et demi d'histoire dans la région de Pénétanguishene*, Ottawa, Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, 1984, p. 51-86; Micheline Marchand, *Les Voyageurs et la colonisation de Pénétanguishene (1825-1871)*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1989, 121 p.

<sup>13</sup> Marchildon, *op. cit.*, p. 171-173.

<sup>14</sup> Clermont Trudelle et Pierre Fortier, *Toronto se raconte. La paroisse du Sacré-Cœur*, Toronto, Société d'histoire de Toronto, 1987, p. 21-40.

de Rosedale<sup>15</sup>. En 1941, 15 135 personnes d'origine ethnique française vivaient à Toronto, représentant 2,3 % de la population de la ville.

Au début du xx<sup>e</sup> siècle, Hamilton et la péninsule du Niagara commencèrent aussi à attirer des Canadiens français. Au premier endroit, il s'agissait d'ouvriers du tabac et du textile de la région de Sherbrooke qui furent suivis par un deuxième groupe de migrants pendant la Grande Dépression<sup>16</sup>. À Welland, l'Empire Cotton Mills, établi dans la localité depuis 1912, dut composer avec un manque de main-d'œuvre pendant la Première Guerre mondiale. En 1918, l'entreprise recruta des ouvriers à Montmorency, près de Québec, où elle exploitait une manufacture. Elle leur offrait des salaires deux fois plus élevés s'ils déménageaient en Ontario. Deux ans plus tard, les 250 Canadiens français de Welland obtinrent l'ouverture d'une paroisse. S'installant dans les environs de l'Empire, les familles canadiennes-françaises investirent le quartier, qui fut bientôt dénommé *Frenchtown*. Autour de l'église prirent racine diverses institutions, dont une école dirigée par le curé. Pendant la décennie de 1930, le réseau institutionnel s'articula sur les bases de la paroisse Sacré-Cœur : chorale, Dames de Sainte-Anne, Enfants de Marie, Ligue du Saint-Nom-de-Jésus, scouts. En 1936, on comptait six classes bilingues dans deux écoles primaires à Welland. En 1940, à la mort du curé, les franciscains prirent charge de la paroisse<sup>17</sup>.

Donc, les Franco-Ontariens avaient créé dans le Centre et le Sud-Ouest un réseau institutionnel centré autour des paroisses, de langue française ou bilingues, dont la fondation avait suivi les progrès de leur implantation. En 1940, le

<sup>15</sup> « Robert Godin », dans François-Xavier Chamberland, *L'Ontario français se raconte. De A à X*, Toronto, Éditions du GREF, 1999, p. 204.

<sup>16</sup> Lapiere, *op. cit.*, p. 84-85.

<sup>17</sup> Mary Elizabeth Aubé et Yves Frenette, *Frenchtown, Welland*, Toronto, Fiducie du patrimoine ontarien, à paraître.

diocèse de London en comptait vingt-trois et l'archidiocèse de Toronto six<sup>18</sup>. Quant aux écoles, elles étaient en général bilingues, la part congrue allant au français<sup>19</sup>.

Toutefois, à la suite de Fernand Ouellet, il faut noter à beaucoup d'endroits la présence de Franco-Ontariens qui n'étaient pas assez nombreux pour former des communautés. Dans la plupart des cantons, leur représentation dans la population totale oscillait autour de 1 %<sup>20</sup>.

En fait, les Franco-Ontariens du Centre et du Sud-Ouest se distinguaient de leurs compatriotes des autres régions par leur anglicisation, comme en fait foi le pourcentage de personnes d'origine ethnique française qui n'avaient plus le français comme langue maternelle. Selon le recensement de 1941, ce taux était de 37,8 %, comparé à 4,8 % dans le Nord-Est et à 7,2 % dans l'Est. Il n'était surpassé que dans le Nord-Ouest (45,6 %).

## II - LA CROISSANCE DES EFFECTIFS

Entre 1940 et 1970, la population franco-ontarienne du Centre et du Sud-Ouest augmente de façon dramatique, comme le montre le tableau 1. En effet, le nombre de personnes d'origine française croît de presque 170 %. C'est le Centre qui est en grande partie responsable de cette augmentation, sa population d'origine française s'accroissant de plus de 266 %, soit 60 % pendant les décennies de 1940 et de 1950, et presque 35 % dans les années soixante. Dans le

---

<sup>18</sup> Gaétan Gervais, «Les Paroisses de l'Ontario français 1767-2000», *Cahiers Charlevoix* 6, Sudbury, Société Charlevoix et Prise de Parole, 2004, p. 140, 156 [désormais «Paroisses»]. Notons la pénurie d'information sur certaines communautés francophones, par exemple celle de Saint-Catharines.

<sup>19</sup> Les églises et écoles bilingues offraient des services religieux et un enseignement en français et en anglais, même si les paroissiens ou les élèves étaient de langue française.

<sup>20</sup> Ouellet, *L'Ontario français*, p. 122.

Sud-Ouest, les taux de croissance pour les trois décennies sont respectivement de 31 %, 23 % et 10 %.

TABLEAU 1  
Croissance de la population d'origine ethnique française  
dans le Centre et le Sud-Ouest, 1941-1971

	1941	% croissance	1951	% croissance	1961	% croissance	1971	% croissance de 1941 à 1971
Centre	52 939	65,3	87 526	65,0	144 399	34,4	194 015	266,5
Sud-Ouest	55 706	30,8	72 840	22,9	89 503	9,9	98 410	76,7
Centre et Sud-Ouest	108 645	47,6	160 366	45,8	233 902	35,0	292 425	169,2

### III - LES COURANTS MIGRATOIRES

Cet accroissement démographique est en grande partie dû à l'immigration de milliers de Canadiens français et d'Acadiens dans les villes des deux régions, comme en témoigne le taux d'urbanisation des Franco-Ontariens en 1971 : 88,5 % dans le Centre, 69,8 % dans le Sud-Ouest<sup>21</sup>. Les communautés existantes grandissent et il s'en crée de nouvelles, la fondation de paroisses de langue française ou bilingues en faisant foi (tableau 2). C'est que, pendant la guerre et l'après-guerre, la prospérité du Centre et du Sud-Ouest contraste avec la stagnation des campagnes québécoises et acadiennes<sup>22</sup>. Puis, dans la décennie de 1960, des Franco-Ontariens du Nord se joignent à la masse des migrants. Comme les Canadiens français du

<sup>21</sup> Fernand Ouellet, « L'Évolution de la présence francophone en Ontario. Une perspective économique et sociale », dans Jaenen, *op. cit.*, p. 133-137.

<sup>22</sup> Sur l'expansion industrielle en Ontario, voir Kenneth J. Rea, *The Prosperous Years. The Economic History of Ontario, 1939-1975*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, 287 p. Pour une comparaison avec le Québec, André Raynauld, *Croissance et structure économique de la province de Québec*, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1961, 657 p.

Québec et les Acadiens, ils sont à la recherche de travail ou d'un emploi plus rémunérateur, que ce soit dans l'industrie lourde, l'automobile ou l'enseignement. À Hamilton, il en débarque toutes les semaines au milieu des années soixante<sup>23</sup>.

TABLEAU 2  
Fondation de paroisses de langue française et bilingues  
dans le Centre et le Sud-Ouest, 1940-1970

Paroisse	Localité	Année
Saint-Thomas-d'Aquin	Sarnia	1944
Saint-Paul	Windsor	1951
Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours	Hamilton	1951
Saint-Jean-de-Brébeuf	Port-Colborne	1951
Notre-Dame-de-Lourdes	Comber	1952
Saint-Antoine-de-Padoue	Niagara-Falls	1955
Saint-Jérôme	Windsor	1958
Sainte-Marie-du-Peuple	Oshawa	1959
Sacré-Cœur	Georgetown	1966
Assomption-de-Notre-Dame	Oshawa	1966
Saint-Louis-de-France	Toronto	1967
Saint-Philippe	Burlington	1968

Source : À partir de Gaétan Gervais, « Les Paroisses de l'Ontario français 1767-2000 », *Cahiers Charlevoix* 6, Sudbury, Société Charlevoix et Prise de Parole, 2004, p. 172. Il est à noter que cet auteur n'inclut pas la paroisse bilingue de Sainte-Marie-du-Peuple d'Oshawa dans sa nomenclature. Elle est remplacée par une paroisse de langue française, Assomption-de-Notre-Dame, en 1966.

<sup>23</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 74-75.

Les premiers migrants dans une localité y arrivent presque par hasard. Ainsi, en 1949, des travailleurs saisonniers du tabac à Delhi, sur la rive nord du lac Érié, entendent dire que l'usine de General Motors (GM) d'Oshawa vient de s'agrandir et qu'elle a besoin de bras. La même nouvelle circule à Welland, notamment chez les ouvriers du coton, qui gagnent beaucoup moins que dans le secteur de l'automobile. Une fois embauchés, les premiers Canadiens français d'Oshawa en parlent à leurs cousins, amis, frères et sœurs du Québec, qui les rejoignent en grand nombre au début de la décennie de 1950, époque à laquelle arrivent aussi les premiers Acadiens<sup>24</sup>. En fait, la plupart des migrants vers le Centre et le Sud-Ouest y ont déjà des parents, des amis ou des connaissances, ce qui facilite de beaucoup leur installation et leur intégration<sup>25</sup>.

Pour illustrer le processus migratoire, prenons le cas d'une famille émigrée à Welland au lendemain de la guerre. Ayant quitté l'armée, le mari rentre sur son petit lot de colonisation dans le deuxième rang de Saint-Magloire de Bellechasse. Il a acheté cette terre incultivable pour le bois, mais il ne lui reste plus rien à bûcher et il ne peut trouver d'emploi comme journalier. « J'ai décidé [...] avec ma femme [...] Je suis aussi bien de partir immédiatement, pas attendre [...] trop tard, tandis qu'on est jeunes, on est encore assez jeunes pour se déplacer<sup>26</sup>. » Le couple vend la maison et part pour l'Ontario. Des amis de jeunesse, qui vivent à Welland depuis plusieurs années, ont dit au mari : « Sois pas inquiet, y courent le monde sur la rue<sup>27</sup>. » À Québec, le chef de gare s'étonne qu'un autre habitant de Saint-Magloire achète un aller simple pour Welland, car il en a vu une douzaine prendre la même route. Éventuellement,

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 153-158.

<sup>25</sup> La migration en chaîne des Canadiens français a surtout été étudiée pour la période de la grande émigration, entre 1840 et 1930. Voir Frenette, *Breve Histoire*, p. 93-97.

<sup>26</sup> Lapière, *op. cit.*, p. 452.

<sup>27</sup> *Loc. cit.*

en l'espace de deux mois, ce ne sont pas moins de trente familles de cette paroisse qui émigrent dans la localité industrielle de la péninsule du Niagara. Arrivé un vendredi après-midi, le mari se rend dans une usine le lendemain matin. Puisqu'il connaît quelqu'un qui y travaille, une vieille connaissance de Saint-Magloire, il est embauché sur-le-champ. Plus tard, lui et sa femme faciliteront eux-mêmes l'établissement de nouveaux venus en les prenant comme pensionnaires<sup>28</sup>.

Comme ce ménage, les migrants vers le Centre et le Sud-Ouest viennent surtout des régions au sud du Saint-Laurent, notamment Bellechasse, Beauce, Mégantic, et un bon nombre sont gaspésiens. Pendant les années soixante, ils sont rejoints par des gens de l'Abitibi<sup>29</sup>. Au Nouveau-Brunswick, c'est le nord de la province qui envoie le plus de personnes, avec des effectifs importants dans les environs de Bathurst et Campbellton. Les migrants se déplacent par train et dans des automobiles conduites par des compatriotes qui gagnent leur vie de cette façon<sup>30</sup>.

Le tableau 3 est fondé sur un échantillon d'enquête auprès de 377 élèves de huitième année des écoles de langue française à qui les chercheurs du Comité franco-ontarien d'enquête culturelle ont demandé d'indiquer la région de naissance de leur père. Il n'est donc pas représentatif, une grande proportion des élèves franco-ontariens fréquentant les écoles de langue anglaise. Toutefois, les données ayant été compilées en 1967, elles donnent la quasi-assurance que les pères des

---

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 453-456. Pour d'autres exemples de migration en chaîne, voir Lapierre, *op. cit.*, p. 90, 220-223, 425-426, 530-531; «Adrienne Vachon et Rosaire Vachon», dans Chamberland, *op. cit.*, p. 112-114.

<sup>29</sup> Pour une comparaison avec le nord de l'Ontario, consulter Roger Bernard, *Le Travail et l'espoir. Migrations, développement économique et mobilité sociale Québec/Ontario 1900-1985*, Hearst, Le Nordir, 1988, p. 49-56.

<sup>30</sup> Claude Trudel, *Welland*, Ottawa, Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, 1982, p. 52-53.

répondants nés à l'extérieur de l'Ontario ont émigré dans le Centre et le Sud-Ouest après 1940. Le contraste entre les deux régions est grand. Si la proportion d'Acadiens et de pères nés « ailleurs » se rapproche dans les deux cas, le poids de l'ancienneté du peuplement pèse lourd dans le Sud-Ouest, alors que l'intensité de la migration québécoise est évidente dans le Centre.

TABLEAU 3

Régions de naissance des Franco-Ontariens  
du Centre et du Sud-Ouest (%), 1967

Région	Ontario	Québec	Nouveau-Brunswick	Ailleurs	Ne savent pas
Centre	30,5	50,2	10,3	6,4	2,6
Sud-Ouest	71,5	13,9	8,3	5,6	0,7

Source : Comité franco-ontarien d'enquête culturelle, *La Vie culturelle des Franco-Ontariens*, Ottawa, 1969, p. 247.

Si les Québécois et les Acadiens représentent le gros des effectifs vers le Centre et le Sud-Ouest entre 1940 et 1970, on trouve aussi des migrants provenant des provinces des Prairies et des États-Unis, ainsi que des Français, des Belges, des Suisses romands et des Africains du Nord. Eux aussi sont attirés par les possibilités économiques des deux régions, particulièrement de la Ville Reine. Pour d'autres encore, c'est l'amour qui les fait se transplanter. Cette catégorie d'immigrants comprend les épouses de guerre qui rencontrent des militaires canadiens en Europe et les suivent dans leur pays la paix revenue. Enfin, une petite minorité y vient par esprit d'aventure. Certains sont passés par d'autres pays, comme l'Égypte et les États-Unis, ou par le Québec. Dans la « Belle Province », ils ont trouvé les salaires trop bas ou n'ont pas aimé l'accueil que leur ont fait les Canadiens français. Ils travaillent dans des domaines où les Français sont connus pour



leur expertise, la restauration, l'importation des aliments et boissons, ou plus généralement dans le secteur tertiaire<sup>31</sup>.

Lorsqu'une communauté a atteint une masse critique, elle est attrayante pour des médecins, dentistes, enseignants, avocats, comptables, agents d'assurance, traducteurs, qui y gagneront bien leur vie parce qu'ils sont bilingues<sup>32</sup>. Plusieurs sont des Franco-Ontariens de l'Est qui ont fait leurs études à l'Université d'Ottawa. D'autres immigreront dans le Centre et le Sud-Ouest parce que les entreprises y offrent de meilleurs salaires. À Toronto, on rencontre également des individus venus pour apprendre l'anglais et qui décident de rester<sup>33</sup>. Plus sensibles que les ouvriers à la survie et à la promotion du fait français, ces hommes recherchent des milieux où des institutions de langue française ou à tout le moins bilingues, en particulier des écoles, existent<sup>34</sup>.

Il semble que la majorité des migrants s'installent à demeure. Ils partagent l'opinion de cette femme de Windsor, dont le mari peinait à la pêche dans le nord du Nouveau-Brunswick avant leur migration : « Jamais, jamais, je retournerai jamais chez nous. À moins [...] qu'on aurait vraiment une malchance ici<sup>35</sup>. » Toutefois, certains repartent parce qu'ils ne peuvent s'adapter au milieu urbain et industriel de langue anglaise; d'autres, ayant appris l'anglais et ayant acquis une certaine expertise, sont renvoyés par leur employeur au Québec. C'est notamment le cas pour des employés de GM d'Oshawa qui émigrent à Sainte-Thérèse de Blainville lorsque l'entreprise y ouvre une usine en 1964<sup>36</sup>.

---

<sup>31</sup> Lapiere, *op. cit.*, p. 238-240, 244-256, 263-267, 278-279, 295-301, 360-362; « Marcelle McGibbon », dans Chamberland, *op. cit.*, p. 573-579.

<sup>32</sup> Voir par exemple Lapiere, *op. cit.*, p. 68-69, 397-399.

<sup>33</sup> Pour un exemple, voir Trudelle, *op. cit.*, p. 82.

<sup>34</sup> Pour des exemples, voir Lapiere, *op. cit.*, p. 43, 158.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 533. Nous sommes conscient du fait que nos sources sont sélectives puisqu'elles ne comprennent pas les témoignages de ceux qui sont repartis.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 457-458, 500.

#### IV - LA SOCIABILITÉ

Même si la plupart des migrants ne retournent pas vivre au Québec ou en Acadie, ils demeurent attachés à leur coin de pays, avec lequel ils gardent le contact en correspondant avec ceux qu'ils ont laissés derrière et en lisant les journaux de leur région : « *Le Journal du Bas Saint-Laurent* qui me dit toutes les nouvelles [...] de chez nous, c'est bien intéressant [...] ça fait plusieurs années que je suis parti mais il y a encore bien des noms que je me rappelle, tiens un tel [...] s'est marié...<sup>37</sup> » Parfois, les vieux parents viennent passer plusieurs mois chez leurs enfants émigrés<sup>38</sup>. Et, en 1955, le curé de Néguaac, dans le nord-est du Nouveau-Brunswick, rend visite à ses anciens paroissiens installés à Toronto, qui sont au nombre de 150<sup>39</sup>.

Puisque la majorité des nouveaux arrivants ont déjà des parents, amis et connaissances dans les lieux d'immigration, ils se recréent facilement des réseaux de sociabilité, les hommes plus que les femmes. En effet, pour celles qui restent à la maison, l'adaptation est moins facile<sup>40</sup>.

Le samedi soir, les couples se rassemblent pour bavarder, jouer aux cartes, prendre un verre, danser et, après l'avènement de la télévision, regarder *Hockey Night in Canada*, surtout quand les Canadiens de Montréal sont de la partie. Le lendemain matin, après la messe, le perron de l'église devient lieu d'intense activité, même dans une grande ville comme Toronto<sup>41</sup>.

Dans le Frenchtown de Welland, un visiteur non averti pourrait se croire dans une petite ville du Québec, tellement

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 171.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 528.

<sup>39</sup> *Le Bulletin*, Toronto, 1<sup>er</sup> décembre 1955, p. 1.

<sup>40</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 131, 216.

<sup>41</sup> « Adrienne et Rosaire Vachon », *op. cit.*, p. 116; Trudelle, *op. cit.*, p. 85; Anne-Marie Poulin, « La Génération d'après-guerre / *The Postwar Generation* », *Oral History Forum d'histoire orale*, vol. 15 (1995), p. 168-169.

le groupe canadien-français est concentré et homogène. Beaucoup d'habitants proviennent des mêmes localités et ils ont transplanté leur culture dans la péninsule du Niagara. Dans plusieurs magasins, les clients peuvent être servis en français car, si le commerçant ne parle pas cette langue, il a embauché un commis qui la parle<sup>42</sup>. Le centre politique de la communauté est le magasin général Lemelin et Belleau; le propriétaire, Edmond Lemelin, aime parler de politique et les gens s'arrêtent pour en discuter avec lui<sup>43</sup>. Dès les années quarante, des familles, notamment celles des commerçants et des ouvriers qualifiés, déménagent dans les quartiers résidentiels en émergence à la périphérie du centre-ville, mais elles sont remplacées par des nouveaux venus. Dans les nouveaux quartiers, toutefois, la situation est différente : « Ici tu peux rester des [...] mois [...] à une place pis tu connais pas ton voisin, c'est pas gros pourtant hein ! [...] Si tu move[s] d'une place à l'autre, c'est des Italiens, des Hongariens, pis y parlent pas anglais, [...] c'est mal aisé de s'arranger ben ben<sup>44</sup>. »

À Sarnia, à partir de 1942, se développe rapidement aussi un quartier canadien-français autour de l'usine de caoutchouc Polymer, le quartier Blue Water. Dès 1944, la paroisse Saint-Thomas-d'Aquin voit le jour. Victime des projets de réaménagement urbain, Blue Water disparaît en 1963; l'église et les autres bâtiments paroissiaux sont relocalisés et les paroissiens se dispersent dans la ville et ses banlieues<sup>45</sup>.

Dans presque tous les centres d'importance où ils vivent, les Franco-Ontariens qui le veulent peuvent emprunter des livres en français à la bibliothèque publique et acheter, avec un ou deux jours de retard, *Le Droit* d'Ottawa ou *La Presse* de Montréal, ce qui amène un Canadien français de Hamilton

---

<sup>42</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 337-338.

<sup>43</sup> Trudel, *op. cit.*, p. 107-108.

<sup>44</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 395.

<sup>45</sup> « La Paroisse Saint-Thomas-d'Aquin de Sarnia », *La Page française*, dans le site [www.rcec.london.on.ca](http://www.rcec.london.on.ca)

originnaire de Sherbrooke à déclarer avec enthousiasme au milieu des années soixante : « On vit comme dans la province de Québec dans [...] notre petit coin n'est-ce pas<sup>46</sup>. »

## V - LA MAJORITÉ ANGLOPHONE

Mais ce n'est là qu'illusion. Partout où ils habitent, y compris dans leurs enclaves, les Canadiens français, tout comme les Acadiens et les Franco-Ontariens de naissance, sont minoritaires et ils ne peuvent ignorer la majorité de langue anglaise. En 1971, les personnes de langue maternelle française représentent seulement 2,3 % de la population totale du Centre et du Sud-Ouest. Les relations avec les Canadiens anglais sont souvent difficiles. Beaucoup de ces derniers considèrent les Franco-Canadiens comme des citoyens de deuxième classe qui parlent une langue bâtarde, comparé au *Parisian French*<sup>47</sup>. C'est particulièrement le cas dans la partie ouest de la Baie-Georgienne : « Ce milieu comprend beaucoup de Métis qui souffrent des préjugés de race qui semblent s'éterniser à leur endroit. Un bon nombre de "Superiority Complex" et d'ignorants de ce coin-là semblent avoir la conviction que la langue française est celle des Métis, des cultivateurs et des arriérés<sup>48</sup>. » Quand les Franco-Ontariens demandent à obtenir une paroisse, ils sont mal reçus. Par exemple, à Hamilton, ce n'est qu'après des années de luttes et de négociations que l'église Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours ouvre enfin ses portes en 1951. À Welland, les commerçants franco-ontariens doivent subir les mesquineries et les insultes de leurs concurrents anglophones<sup>49</sup>. Dans le quotidien, la violence surgit à l'occasion. À Windsor, les adolescents escortent les plus petits à l'école bilingue, car il leur arrive de se faire lancer des pierres

<sup>46</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 87.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 524.

<sup>48</sup> A. Gobeil cité dans Marchildon, *op. cit.*, p. 178.

<sup>49</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 85, 377.

ou des branches d'arbre<sup>50</sup>. Là et à Toronto, les gens qui parlent français se font traiter de *frogs*, de *pea soupers* et on leur crie : *Speak White!* Dans les tramways de la Ville Reine, ils sont parfois maltraités, comme se le remémore Noël Sabourin : « Moi, je me rappelle, j'avais à peu près 9 ans. Je pense que c'était dans le tramway de Sherbourne [...]. J'ai osé parler français avec des copains de l'école; pis j'ai fait le bout à bout du tramway. J'ai jamais su ce qui m'a frappé<sup>51</sup>. » Et, dans les écoles bilingues où la majorité des élèves sont de langue anglaise, les enfants franco-ontariens, à tort ou à raison, ont l'impression d'être victimes de discrimination<sup>52</sup>.

Selon plusieurs témoignages, les relations entre anglophones et francophones s'améliorent à la fin de la décennie de 1950. Les premiers semblent alors développer une attitude positive envers le français, comme le note Charles Arseneault, un Gaspésien immigré à Toronto : « L'attitude a changé comme le jour et la nuit [...] aujourd'hui non seulement [...] on tolère [...] la langue française [...] parmi [...] l'élite anglo-saxonne aujourd'hui ça fait même chic de parler français [...] »<sup>53</sup>. » Mais il y a plus. À bien des endroits, les Franco-Ontariens sont assez nombreux et organisés pour avoir un poids électoral. Les candidats à des postes politiques font donc l'effort d'apprendre quelques mots de français. À Welland, où les électeurs franco-ontariens sont au nombre de 13 000, les partis forment des comités de langue française, invitent des orateurs qui peuvent s'adresser aux électeurs en français et distribuent de la publicité dans cette langue, puisqu'une partie de l'électorat de Frenchtown n'est pas à l'aise en anglais. Par contre, les organisateurs politiques n'en

---

<sup>50</sup> Poulin, *op. cit.*, p. 153-154.

<sup>51</sup> Cité dans Trudelle, *op. cit.*, p. 77. Pour des exemples de violence verbale, voir aussi John D. Jackson, *Community and Conflict. A Study of French-English Relations in Ontario*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 1988, p. 111.

<sup>52</sup> Poulin, *op. cit.*, 156.

<sup>53</sup> Charles Arseneault, dans Lapierre, *op. cit.*, p. 318-319.

sentent pas le besoin dans le Sud-Ouest, l'anglicisation étant passablement avancée<sup>54</sup>.

Dans les années soixante, les Franco-Ontariens du Centre et du Sud-Ouest sont présents dans l'organisation des trois principaux partis politiques, mais l'électorat donne en général son appui au parti libéral, plus sensible au fait français. Par exemple, à Tecumseh, lors de l'élection fédérale de 1965, seuls les libéraux tiennent une assemblée de mise en candidature bilingue. À la différence de celles des autres partis, l'assemblée d'investiture libérale a lieu dans la section française de la localité, en fait à la salle paroissiale Sainte-Anne<sup>55</sup>. Les députés libéraux n'oublient pas leurs électeurs franco-ontariens une fois élus. Ainsi appuient-ils les campagnes pour l'obtention de la radio et de la télévision françaises<sup>56</sup>.

Sur la scène municipale et scolaire, les Franco-Ontariens affirment aussi leur présence à mesure qu'ils s'enracinent et qu'ils se rendent compte de la nécessité d'investir le champ politique pour la défense et la promotion de leurs intérêts. À Welland, ils élisent leur premier conseiller municipal, Joseph Lemelin, en 1949<sup>57</sup>. Dix-sept ans plus tard, ils occupent quatre sièges sur treize au conseil municipal, ce qui se traduit par l'instauration officieuse de services bilingues à l'hôtel de ville<sup>58</sup>. À Tecumseh, trois conseillers municipaux sur cinq sont alors franco-ontariens. Ils réussissent à faire apposer une plaque bilingue à l'hôtel de ville, malgré l'opposition du quotidien de Windsor et d'une partie de la population<sup>59</sup>. La vie municipale y est en fait contrôlée par les vieilles familles franco-ontariennes, cause de ressentiment chez les anglophones, particulièrement les protestants. Lors d'un conflit avec un voisin de

<sup>54</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 385, 588-589.

<sup>55</sup> Jackson, *op. cit.*, p. 98-100.

<sup>56</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 383-385.

<sup>57</sup> Trudel, *op. cit.*, p. 127-128.

<sup>58</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 58, 380-381.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 600.

langue française, un commerçant anglophone s'écrie en pleine réunion du conseil municipal : «*My father told me some time ago that there isn't much use to get things done here because there is a group of French Canadians who will always look after their own first*<sup>60</sup>. » Par contre, un garagiste franco-ontarien se plaint du fait que ses clients reçoivent des contraventions pour stationnement illégal : «*I don't know what is wrong with the cops these days. Geez, if you got a French name, they're after you for sure. You're just an old Frenchman to them*<sup>61</sup>. » Il n'est donc pas surprenant que les divisions linguistiques jouent un rôle important dans les élections municipales, les Franco-Ontariens de la partie sud de la ville votant en bloc, tout comme les anglophones de la banlieue nord<sup>62</sup>.

La bonne entente se manifeste lors de la Saint-Jean-Baptiste. À Welland, en 1966, les organisateurs invitent pour la première fois les anglophones à participer aux festivités. Un bal conjoint bilingue a lieu dans le cadre de la fête nationale et du Festival des roses, qui se tient aussi à la fin du mois de juin. Et, à Galt, lorsque les Canadiens français décident de célébrer la Saint-Jean-Baptiste, ils n'ont pas de difficulté à obtenir la collaboration des autorités municipales, des commerçants et des associations anglophones<sup>63</sup>.

Pourtant, quand on gratte un peu la surface, les vieux préjugés ressortent. Ainsi, toujours à Galt, les organisateurs d'une campagne pour l'érection d'une paroisse de langue française ont l'oreille sympathique du curé et du vicaire de la paroisse « irlandaise », mais ils se butent à l'intransigeance de l'évêché d'Hamilton, où on les insulte. L'opposition du Conseil scolaire séparé à l'ouverture d'une école bilingue est encore plus grande<sup>64</sup>. C'est la même chose partout. Les considérations

---

<sup>60</sup> Cité dans Jackson, *op. cit.*, p. 90.

<sup>61</sup> *Loc. cit.*

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 90-92.

<sup>63</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 48, 446; voir aussi, p. 174; Poulin, *op.cit.*, p. 155.

<sup>64</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 59-64.

financières, la volonté des catholiques anglophones de faire front commun contre les protestants et, dans un contexte de multiculturalisme, la crainte de créer des précédents s'ajoutent à la francophobie de certains commissaires d'école pour semer des embûches sur la route menant à la fondation d'écoles de langue française<sup>65</sup>. À Oshawa, la fondation du Club des jeunes Canadiens français s'explique par le fait que les Franco-Ontariens du *Young People's Club* de la paroisse Saint-Gregory ne s'y sentent pas acceptés<sup>66</sup>.

## VI - LES TRANSFERTS LINGUISTIQUES

Dans ce contexte minoritaire, les transferts linguistiques prennent de l'importance. En l'absence de données sur la langue d'usage au foyer, on peut les mesurer de deux façons. D'abord, en comparant la croissance de la population d'origine ethnique française à celle de la population maternelle française (tableaux 1 et 4), on se rend compte que la première augmente davantage que la seconde, 169 % et 117 % respectivement, et ce dans les trois décennies étudiées.

TABLEAU 4

Croissance de la population de langue maternelle française  
dans le Centre et le Sud-Ouest, 1941-1971

1941	% croissance	1951	% croissance	1961	% croissance	1971	% croissance de 1941 à 1971
67 577	32,8	89 775	26,3	113 469	30,0	146 360	116,6

La mise en relation du nombre de personnes dans les deux catégories est encore plus révélatrice, comme le montre le tableau 5. Ce rapport permet d'établir le taux de conservation

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 173; Jackson, *op. cit.*, 157.

<sup>66</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 157.



linguistique de la population franco-ontarienne. Celui-ci passe de 62 % en 1941 à 50 % en 1971. La moitié des individus d'origine ethnique française se sont donc anglicisés.

TABLEAU 5  
Taux de conservation linguistique  
dans le Centre et le Sud-Ouest, 1941-1971

Année	Origine ethnique française (nombre)	Langue maternelle française (nombre)	Rapport langue maternelle/origine ethnique française (%)
1941	108 645	67 577	62,2
1951	160 366	89 775	56,0
1961	233 902	113 469	48,6
1971	292 425	146 360	50,1

Cette situation s'explique par la domination de la culture anglaise, même dans les localités où la grande majorité des familles sont franco-ontariennes. Ainsi, à Lafontaine, il n'y a pratiquement pas d'exposition à la culture française à l'extérieur du foyer et de l'école, même si beaucoup d'habitants parlent français<sup>67</sup>. Dans le comté d'Essex, région frontalière où l'influence de la culture américaine est très grande, plus de 150 ans de cohabitation avec les anglophones poussent des individus à changer leur nom, des Fortier devenant des Forder, des Gervais devenant des Jarvis, des Dupont devenant des Bridges<sup>68</sup>. Anglicisés, les descendants des premiers Canadiens, en particulier ceux qui habitent à Windsor et dans ses banlieues, insistent pour parler anglais avec les fonctionnaires fédéraux, même quand ceux-ci sont de langue française. À la radio, les quelques émissions en langue française qui existaient doivent être abandonnées au début des années soixante faute d'auditeurs<sup>69</sup>.

<sup>67</sup> « Basile Dorion », dans Chamberland, *op. cit.*, p. 539-540.

<sup>68</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 586; Poulin, *op. cit.*, p. 158.

<sup>69</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 139-141.

Comme au temps du Règlement XVII<sup>70</sup>, les Franco-Ontariens participent aux pique-niques de la Saint-Jean-Baptiste et assistent aux banquets à caractère patriotique, mais cela ne semble pas avoir d'effet sur leur comportement linguistique :

On vous déterre des foules [...] cinq, six cents personnes icitte dedans [...] un, un petit village (Tecumseh), ça vient de tout partout. Pour ce soir-là, y en avait pas comme Dollard des Ormeaux, pis y en avait pas comme Madeleine de Verchères pis y en avait pas comme Sir Wilfrid Laurier [...] mais le lendemain matin [...] c'est tout effacé, pis on ressaute dans l'élément anglais [...] l'école [...] anglais ou au marché c'est anglais [...] 'faut que j'aille porter un paquet de *cabbages* [...] là'. Voyez-vous, y ont toute déjà oublié ça [...] mais [...] deux trois fois par année comme on dit [...] : "*Look out!*"<sup>71</sup>.

Dans bien des familles du Centre et du Sud-Ouest, les parents franco-ontariens s'adressent à leurs enfants en anglais. L'exemple de Normand Frenette est révélateur. Né à Toronto, celui-ci fréquente les écoles de langue anglaise :

L'avenir, tel que mes parents le pressentaient, se déroulerait en anglais. Petit à petit les conversations au foyer sont devenues des conversations « bilingues » où les parents parlaient français et les enfants répondaient en anglais. Après quelque temps, l'anglais prévalut. Nous étions devenus, sans tambour ni trompette, des « Canadiens », sans qu'aucun indice, du moins en ce qui concerne les enfants, ne vienne trahir notre différence<sup>72</sup>.

D'autres parents choisissent l'école élémentaire bilingue pour leur progéniture, mais, en l'absence d'écoles secondaires de

<sup>70</sup> À l'époque du Règlement XVII, les chefs de file se plaignaient du fait que de nombreux Canadiens du Sud-Ouest assistent en grand nombre aux assemblées patriotiques, mais qu'ils refusaient d'envoyer leurs enfants dans les écoles libres françaises : Jack Cecillon, « Language and School Conflicts in the Windsor Border Region », Thèse de doctorat (histoire), Université York, en cours.

<sup>71</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 597.

<sup>72</sup> Normand Frenette, « Franco-Torontois et Franco-Ontarien. Cheminements individuels et collectifs », *Revue de l'Université d'Ottawa*, vol. 15, n° 2 (1985), p. 151. Voir aussi Lapierre, *op. cit.*, p. 1, 395, 479, 591-592; Poulin, *op. cit.*, p. 167; Jackson, *op. cit.*, p. 79-86.

langue française, cette dernière se perd vite, comme le remarque Martin Lalonde de Pénétanguishene : « Quand tu t'es rendu compte que ta langue intime, c'est l'anglais, c'est très difficile de changer ton langage intime au français<sup>73</sup>. » Dans certains cas, les jeunes sont gênés de parler une langue qu'ils ne maîtrisent plus :

J'en ai rencontré quelques-uns (de jeunes Acadiens d'Oshawa) [...]. Ça faisait seulement une couple d'années, y était parti de chez nous et ensuite y est venu me visiter chez nous, et [...] le monsieur ne voulait presque pas parler le français. Je lui ai parlé le français, des fois y me répondait en anglais. Je lui ai demandé si sa mémoire lui faisait défaut. Il m'a répondu que non. Je lui ai demandé pour quelle raison [...] qu'il avait oublié si facilement sa langue maternelle, sa langue française<sup>74</sup>.

Il y a aussi des enfants qui se révoltent lorsque les parents exigent qu'ils parlent français<sup>75</sup>. Le phénomène de l'anglicisation est si fort qu'il a parfois raison des plus récalcitrants :

On a des clients [...], dit un commerçant de Tecumseh en 1966, on les appelle les Canayens manqués, qui rentrent ici pis je me force, au point peut-être de perdre le client si y se choque [...], pensant peut-être qu'y va dire : "*Well, I'm gonna go some place else if this guy is not gonna talk my language*" [...]. C'est un Canayen. Mais [...] je pousse pis je pousse pis je pousse mon affaire jusqu'au coton [...], et puis [...] quand je vois que tout est perdu [...]. Mais je dis que je suis coupable, oui, chus un peu coupable parce que [...] c'est pratique, pis c'est [...] un peu de nécessité [...] si on veut manger y faut parler anglais<sup>76</sup>.

Dans le bastion franco-ontarien de Welland au milieu des années soixante, même les membres de l'Association de la jeunesse franco-ontarienne (AJFO) s'expriment parfois en anglais<sup>77</sup>.

---

<sup>73</sup> « Patsy Lalonde et Martin Lalonde », dans Chamberland, *op. cit.*, p. 527.

<sup>74</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 194-195. Voir aussi p. 409.

<sup>75</sup> « Mariel O'Neill-Karch », dans Chamberland, *op. cit.*, p. 566-567.

<sup>76</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 592-593

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 409.

## VII - CLASSES SOCIALES ET HÉTÉROGÉNÉITÉ ETHNOCULTURELLE

L'attrait de la langue anglaise et de la culture anglo-américaine est aussi très intense chez les individus les plus francophones du Centre et du Sud-Ouest, les personnes originaires du Québec, en grande majorité des ouvriers. Migrants économiques provenant d'une société où ils n'ont pas senti dans le quotidien la nécessité de lutter pour leur langue et leur culture, convaincus que, pour réussir, leurs enfants doivent apprendre l'anglais, ils ne s'engagent pas beaucoup dans les campagnes pour l'obtention de paroisses et d'écoles bilingues ou de langue française, comme en témoigne un agent d'immeuble de Hamilton, originaire de Cornwall : « Notre plus gros trouble, c'est malheureux de dire ça, c'est que le monde qui arrivait de Québec, les Français qui arrivaient de Québec, c'était pas pour apprendre le français, c'était pour apprendre l'anglais pis ça servait à rien, y avait aucun moyen de convaincre ce monde-là<sup>78</sup>. »

Au milieu des années soixante, on trouve dans le Centre et le Sud-Ouest quelques ingénieurs et contremaîtres canadiens-français, mais la mobilité professionnelle se manifeste surtout par l'accroissement du nombre de petits entrepreneurs et commerçants. Et, nous l'avons vu, les membres des professions libérales gagnent bien leur vie dans les deux régions. Comme ailleurs au Canada français, ce sont eux qui militent généralement pour la survie et la promotion de la langue et de la culture françaises<sup>79</sup>. À Toronto, pour ne prendre qu'un exemple, ils luttent contre le Conseil des écoles séparées de North York et le curé de la paroisse Sacré-Cœur pour l'ouverture de l'école primaire Sainte-Madeleine en 1965 et la fondation de la paroisse Saint-Louis-de-France dans la banlieue de Don Mills deux ans plus tard. Ils ont été aussi à

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 92.

<sup>79</sup> À ce sujet, voir Frenette, *Brève Histoire*, p. 110-111, 135-138.

l'origine de la création de l'école secondaire privée De-Charbonnel en 1963. Pour atteindre leurs objectifs, ils se servent du Club Richelieu, dont certains membres sont probablement aussi membres de l'Ordre de Jacques-Cartier. Fondé en 1953, le Club Richelieu joue un rôle déterminant dans le financement de la nouvelle école et du transport scolaire. Cette élite banlieusarde fait élire deux Franco-Ontariens au Conseil des écoles séparées de North York. Elle critique constamment la paroisse Sacré-Cœur qui, selon elle, ne joue pas un rôle patriotique assez grand<sup>80</sup>.

Leur attitude diffère de celle de certains de leurs compatriotes du monde des affaires et de la haute finance. Ceux-ci évoluent dans le monde anglophone autant que francophone, fréquentent les églises de langue anglaise et envoient leurs enfants aux écoles de langue anglaise. Les deux groupes partagent toutefois une culture de classe et ils abhorrent la paroisse Sacré-Cœur pour ce qu'elle représente, le monde ouvrier et la pauvreté<sup>81</sup>.

La problématique des relations sociales à Toronto se double d'une problématique ethnoculturelle. En effet, au milieu des années soixante, deux tiers des paroissiens de Sacré-Cœur sont acadiens. Immigrés après les Canadiens français, les 7 000 Acadiens de la Ville Reine habitent pour la plupart les quartiers peu désirables du centre-ville<sup>82</sup>. En 1953, ils ont fondé le Club acadien et, deux ans plus tard, ils ont organisé un banquet de 300 convives pour commémorer le Bicentenaire de la Déportation<sup>83</sup>. Ils ont aussi mis sur pied une section de la Société de l'Assomption qui compte 300 membres. En 1963,

---

<sup>80</sup> Thomas Maxwell, *The Invisible French. The French in Metropolitan Toronto*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1977, p. 33-34, 77-86, 112.

<sup>81</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 306-311; Arseneault, *op. cit.*, p. 315.

<sup>82</sup> Maxwell, *op. cit.*, p. 32.

<sup>83</sup> Trudelle, *op. cit.*, p. 58-59.

<sup>84</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 224-225.

celle-ci suscite la création d'une caisse populaire, qui prête à des personnes jugées indésirables par les institutions financières de langue anglaise. La caisse compte 170 membres en 1966<sup>84</sup>. À la même époque, ce sont aussi des Acadiennes qui constituent le noyau dur de la Fédération des femmes canadiennes-françaises (FFCF). Lorsque des Canadiennes françaises de la classe moyenne récemment arrivées du Québec prennent le contrôle de l'organisme, un conflit éclate<sup>85</sup>.

À l'extérieur de la Ville Reine, les relations entre les Acadiens et les Canadiens français sont meilleures, mais elles sont rarement chaleureuses, sauf peut-être à Welland où les Acadiens, en petit nombre, s'intègrent bien à la communauté canadienne-française, à tel point qu'en 1965 le président de la SSJB et l'assistant gérant de la Caisse populaire sont acadiens. À Oshawa, les Acadiens représentent la moitié de la population franco-ontarienne. Ils ont leur propre club de hockey et, à partir de 1963, leur club social, dont la création a été encouragée par le Club canadien-français, fondé neuf ans plus tôt et dont les leaders se sont rendus compte de la difficulté de rallier les Acadiens. Généralement bilingues à leur arrivée dans le Centre et le Sud-Ouest, ces derniers vont presque naturellement vers les clubs de langue anglaise, d'autant plus que leur niveau d'instruction est plus bas et que leur français diffère de celui des Canadiens français. Pour les attirer vers la nouvelle paroisse de langue française, les leaders canadiens-français d'Oshawa pensent même à la nommer Notre-Dame-de-l'Assomption<sup>86</sup>.

Selon le sociologue Thomas Maxwell, qui ne donne aucune preuve à l'appui, il y aurait communauté d'intérêts entre les Acadiens et les Franco-Ontariens originaires du Nord, d'une part, et les Québécois et les Franco-Ontariens

<sup>85</sup> Maxwell, *op. cit.*, p. 111-112.

<sup>86</sup> Lapiere, *op. cit.*, p. 40, 154, 182-194, 217, 439-444.

<sup>87</sup> Maxwell, *op. cit.*, p. 25-26.

du Centre, d'autre part<sup>87</sup>. Ce qui semble plus certain, c'est que les migrants transplantés du nord et de l'est de la province sont les francophones ayant le moins de difficultés à s'adapter, puisqu'ils connaissent déjà la culture ontarienne. En outre, les membres des professions libérales franco-ontariens sont les plus militants : l'expérience leur a appris que la survie et la promotion du fait français requièrent de grands efforts.

Ces différences entre groupes franco-canadiens semblent minimales comparativement à ce qui les sépare des Franco-Européens : la scolarité, beaucoup plus élevée chez les seconds, le catholicisme des premiers, les parlers des Franco-Canadiens que les Français considèrent comme des dialectes inférieurs<sup>88</sup>. Pour ces raisons, les Français de Toronto envoient leurs enfants dans les écoles de langue anglaise ou dans deux écoles privées françaises plutôt qu'à l'école Sacré-Cœur. C'est également pour cela que des Français fondent une compagnie théâtrale d'amateurs, Les Tréteaux de Paris, en 1953<sup>89</sup>.

Les Français possèdent leur propre réseau associatif à Windsor, à Hamilton et surtout à Toronto. À ce dernier endroit, ils ont fondé pas moins de trente associations. Les trois plus importantes sont en 1965 : l'Alliance française, qui organise depuis 1902 des activités culturelles pour ses 200 membres ; l'Alliance France-Canada (450 membres), créée en 1948 pour reproduire l'ambiance du pays natal chez les immigrants et pour promouvoir des relations plus étroites entre Français et Canadiens ; le Ciné-Club, qui constitue l'organisation de langue française la plus populaire de la Ville Reine avec ses 1 000 membres. On trouve très peu de Canadiens français et d'Acadiens au sein de ces associations, malgré certains efforts de recrutement<sup>90</sup>.

Les rivalités entre Français et Canadiens français de Toronto éclatent au grand jour en 1968 autour de la nouvelle Maison

---

<sup>88</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 198, 240, 378.

<sup>89</sup> *Ibid.*, 198, 240, 378 ; Maxwell, *op. cit.*, p. 88

<sup>90</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 107-124, 198, 240, 378.

française, un centre culturel né de l'initiative de onze associations dans le contexte des célébrations du Centenaire de la Confédération. Très tôt, la Maison française est identifiée aux Français; 10 % seulement des personnes qui la fréquentent sont canadiennes-françaises. L'élite canadienne-française, pour ne pas dire québécoise, fonde alors son propre centre culturel, la Chasse-Galerie, qui programme une kyrielle d'activités grâce à la générosité des gouvernements fédéral et provincial<sup>91</sup>. En plus petit, les mêmes divisions existent à Hamilton, ce qui amène le Comité franco-ontarien d'enquête culturelle, présidé par Roger Saint-Denis, à écrire en 1969 : « Pour que la vie culturelle s'améliore vraiment, il faudra briser le mur d'incompréhension, voire même de méfiance, qui s'est élevé entre les Canadiens français et les immigrants de langue française à Toronto et à Hamilton<sup>92</sup>. »

### VIII - LE RÉSEAU INSTITUTIONNEL

Le réseau institutionnel se ressent donc de l'hétérogénéité des Franco-Ontariens du Centre et du Sud-Ouest. Il souffre aussi bien sûr de la domination de la langue et de la culture anglaises. Au plan religieux, dans le diocèse de London, l'héritage de M<sup>gr</sup> Fallon pèse lourd, les prêtres de langue française ou bilingues préférant en général se confiner à leurs devoirs de bergers spirituels et à la défense des intérêts du catholicisme face au protestantisme<sup>93</sup>. Curés dans des paroisses où les locuteurs français et anglais se côtoient, ils jouent le rôle de médiateurs entre les deux groupes linguistiques. Le sociologue John Jackson précise : « *This role is confirmed by the extent of criticism directed toward them from members of both language groups, both of whom felt that the interests of the other were being favoured*<sup>94</sup>. » Dans

<sup>91</sup> Maxwell, *op. cit.*, p. 151-153.

<sup>92</sup> Comité franco-ontarien d'enquête culturelle, *La Vie culturelle des Franco-Ontariens*, Ottawa, 1969, p. 113.

<sup>93</sup> Pour un exemple, voir Jackson, *op. cit.*, p. 73.

<sup>94</sup> Jackson, *op. cit.*, p. 76.



certains cas, les prêtres franco-ontariens ne montrent aucune sympathie envers la langue française<sup>95</sup>.

À l'occasion, on rencontre la même situation dans le Centre. À Pénétanguishene, le curé d'origine basque Jean-Marie Castex fait ainsi la vie dure à certains de ses paroissiens à partir de 1938 lorsqu'il remplace le curé Philippe Brunelle, que les autorités ecclésiastiques de Toronto trouvent trop militant<sup>96</sup>. Castex n'utilise le français à l'église que pour annoncer les bingos et il essaie d'angliciser, souvent avec succès, les institutions catholiques, que ce soit l'hôpital en 1942, l'hospice pour vieillards en 1953, les écoles à partir de 1954. Il se lance alors dans une lutte à finir avec un groupe de Franco-Ontariens qu'il qualifie de « barbouilleurs de vérité, calomniateurs et anti-cléricaux », d'immigrants venus du Québec qui ne respectent pas la mentalité locale. À l'opposé, ceux-ci le traitent de « Judas ». Même les frères du Sacré-Cœur et les sœurs de Sainte-Croix, qui assurent l'enseignement dans les écoles bilingues de la localité, le critiquent ouvertement. Le vieil ecclésiastique en vient même à refuser d'entendre les confessions en français. À plusieurs reprises, l'archevêque de Toronto doit intervenir et les belligérants portent leur bataille dans les pages du *Droit* et du *Devoir*.

On aurait tort de ne voir en Castex qu'un champion des anglophones. Comme le souligne Daniel Marchildon, le prêtre est paternaliste et il est convaincu que ses ouailles ont tout avantage à s'assimiler pour améliorer leur sort. Fait encore plus important, et ici Marchildon ne serait pas d'accord, le curé de Pénétanguishene est appuyé par des paroissiens, y compris le maire Jérôme Gignac. Pour ce dernier et pour plusieurs de ses

---

<sup>95</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 74-83, 116-121, 153, 429-434, 522-526. Poulin, *op. cit.*, p. 159-164.

<sup>96</sup> Sans le savoir peut-être, Castex s'inscrit dans une longue lignée d'ecclésiastiques français alliés de l'épiscopat irlandais. Sur ce phénomène aux États-Unis, voir Yves Roby, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre 1776-1930*, Québec, Septentrion, 1990, 434 p.

compatriotes, il n'est pas nécessaire d'apprendre le français à l'école, la langue orale suffisant largement aux besoins des Franco-Ontariens de la Baie-Georgienne. En 1960, Gignac préside une délégation de soixante-quatre personnes auprès du Conseil scolaire pour réduire l'enseignement en français à une heure et demie d'oral par jour à l'école Saint-Joseph<sup>97</sup>.

Ailleurs, les prêtres continuent de concevoir la religion catholique et la langue française comme deux éléments d'un tout<sup>98</sup>. C'est la raison pour laquelle ils agissent comme fers de lance dans divers mouvements et organismes. Le plus bel exemple de ce type de curé militant est sans doute Thomas Marchildon qui, revenu en 1937 dans sa paroisse natale de Lafontaine, est à l'origine du coopératisme à la Baie-Georgienne et d'une série de ralliements nationaux; Marchildon suscite également en 1942 la création de sections régionales de la Fédération des femmes canadiennes-françaises (FFCF) et de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario (ACFÉO)<sup>99</sup>. Une partie des migrants canadiens-français fait la même équation entre catholicisme et langue française. Ce sont ces hommes qui, dans les débuts d'une communauté, essaient de convaincre leurs compatriotes de se confesser auprès de prêtres irlandais qui comprennent le français, puis, lorsque le nombre le justifie, font signer des pétitions pour obtenir une paroisse bilingue ou de langue française, et lancent des campagnes pour financer la construction ou l'achat d'églises<sup>100</sup>.

On retrouve habituellement les mêmes personnes à la tête des clubs et associations, mais encore ici leur tâche n'est pas facile, puisqu'elles doivent composer avec l'apathie de beaucoup de Franco-Ontariens et concurrencer les clubs de langue

<sup>97</sup> Marchildon, *op. cit.*, p. 178-201.

<sup>98</sup> Voir à ce sujet Gervais, «Paroisses», p. 104-111; Michel Bock, *Quand la Nation débordait les frontières. Les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Hurtubise HMH, 2004, 454 p.

<sup>99</sup> Marchildon, *op. cit.*, p. 140-142.

<sup>100</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 104.

anglaise. À Toronto, au milieu de la décennie de 1960, seulement 12,3 % des 252 Franco-Ontariens qui font l'objet de l'étude du sociologue Thomas Maxwell, sont membres d'une organisation de langue française; 30,2 % fréquentent des clubs sociaux de langue anglaise et la majorité, 57,5 %, s'abstiennent de toute participation associative<sup>101</sup>.

Toutefois, à force de labeurs et de sacrifices, naissent à travers le Centre et le Sud-Ouest des cercles Lacordaire, des cercles familiaux scolaires, des cercles Jeanne d'Arc, des clubs Fleur de Lys, des clubs Jolliet, des clubs Brébeuf, des clubs Alouette, des sociétés Saint-Jean-Baptiste, des clubs Richelieu, des clubs canadiens-français, des clubs acadiens, ainsi que des sections de l'ACFÉO, de la FCFC, de l'Association des parents et instituteurs, de la Survivance canadienne-française, de la Société de l'Assomption. L'Ordre de Jacques-Cartier est également actif dans les deux régions. À Toronto, certains hommes d'affaires canadiens-français accusent «la Patente» de tactiques dictatoriales sous le couvert d'activités du Club Richelieu<sup>102</sup>. Les jeunes ne sont pas en reste avec plusieurs groupes locaux et avec la mise sur pied de cercles de l'AJFO. Ainsi, en 1957, Welland se dote d'un cercle, le cercle Tanguay. Toutefois, faute d'intérêt, celui-ci cesse d'exister quatre ans plus tard. Il réapparaît en 1964, attirant alors quelque soixante-cinq jeunes. L'AJFO de Welland publie un bulletin, *La Source*, qui rejoint une certaine d'abonnés, étant aussi distribué à Hamilton, où on trouve un autre cercle de l'AJFO<sup>103</sup>.

En dépit de ce pullulement, les clubs franco-ontariens manquent de dynamisme, la plupart de leurs membres se contentant de payer leur cotisation annuelle. Welland constitue peut-être l'exception. C'est de là que partent les projets de concertation régionale, comme la fondation, en 1965, du Conseil des

---

<sup>101</sup> Maxwell, *op. cit.*, p. 111.

<sup>102</sup> *Ibid.*, p. 51.

<sup>103</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 416-419; Courriel de Michel Bock, 24 janvier 2006.

sociétés canadiennes-françaises du sud de l'Ontario, un organisme parapluie qui regroupe 170 organismes. C'est également à Welland que naît en 1954 le mouvement pour l'obtention d'une radio française dans le centre de la province<sup>104</sup>. Deux ans plus tard, les Franco-Ontariens de Toronto, qui s'affirment de plus en plus et dont les activités culturelles commencent à rayonner dans les autres communautés, se lancent à leur tour dans la lutte, les départements de Français de l'Université de Toronto, l'Alliance française, l'Alliance canadienne, l'Association France-Canada, le Ciné-Club français présentant une série de mémoires à la Commission royale d'enquête sur la radio et la télévision (Commission Fowler). En 1959, la Société Saint-Jean-Baptiste de Welland fait signer une pétition à 2 000 personnes, ce qui donne lieu peu après à la création du Comité de la radio-télévision française de la péninsule du Niagara. Les organisateurs recueillent 10 000 signatures et font envoyer des centaines de lettres à Radio-Canada. En 1962, ils obtiennent une victoire partielle lorsque CJBC diffuse en français deux heures les soirs de semaine et trente minutes pendant le week-end. En mai 1963, des délégués d'Oshawa, Toronto, Pénétanguishene, Hamilton, Brantford, Galt, Saint-Catharines et Niagara-Falls fondent l'Association de radio-télévision française du sud de l'Ontario (ARTF), qui réclame une station de langue française émettant de Belleville à Fort Érié. Ces efforts portent fruit. Entre 1964 et 1966, CJBC se transforme progressivement en station de langue française<sup>105</sup>.

La concertation est plus difficile dans le Sud-Ouest, où Windsor n'arrive pas à jouer le rôle de métropole franco-ontarienne régionale, en dépit de la construction d'un centre culturel canadien-français en 1957. Les spectacles en français y attirent peu de gens et les tentatives pour établir des cinémas de langue française échouent. Cependant, la Ligue des retraitants,

<sup>104</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 79, 435, 447.

<sup>105</sup> Clermont Trudelle et Pierre Fortier, « Ici Radio-Canada. Une voix française qui étonne l'Ontario », *Cap-aux-Diamants*, n° 23 (automne 1990), p. 34-37.

fondée en 1937, est devenue une société de conférences des plus actives dans la région, réunissant chaque mois quelque 250 membres pour des déjeuners-causeries. L'Association des sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'ouest de l'Ontario regroupe, quant à elle, 3 000 membres répartis dans douze sections locales, mais très peu d'entre eux participent à la vie des associations. Ses assises annuelles accouchent toutefois de deux initiatives capitales : en 1965, la création d'une section de l'ARTF; en 1966, le lancement du journal mensuel *Le Rempart*<sup>106</sup>.

Il semble que, pendant la décennie de 1950, l'élite du Sud-Ouest ait commencé à se distinguer du leadership associatif d'Ottawa, comme en fait foi un débat ayant lieu au sein de l'ACFÉO au sujet de l'immigration. Antoine Tittley, agronome et secrétaire-propagandiste de l'Union des familles rurales de Kent et Essex, ne croit pas que les Canadiens français du Sud-Ouest puissent compter seulement sur eux-mêmes pour progresser. Il faut donc accueillir à bras ouverts les immigrants de langue française, même s'ils ne sont pas catholiques. Cette attitude contraste avec celle de l'ACFÉO provinciale, qui prône que les Canadiens français doivent être fidèles à leur culture et n'intégrer que les immigrants partageant leurs traits identitaires, au premier plan leur catholicisme. Tittley est appuyé par d'autres leaders du Sud-Ouest et du Centre qui font de la langue plutôt que de la religion le trait saillant de l'identité franco-ontarienne<sup>107</sup>.

Les traits particuliers de la francophonie du Centre et du Sud-Ouest, ainsi que son importance démographique grandissante, amènent l'ACFÉO à agir pendant les années soixante. L'organisme provincial promeut alors la migration de médecins et d'avocats canadiens-français dans les deux régions et

---

<sup>106</sup> Comité franco-ontarien, *op. cit.*, p. 109, 122-123.

<sup>107</sup> Marcel Martel, « Le Dialogue avec l'Autre. Les dirigeants franco-ontariens et la question de l'immigration, 1927-1968 », *Revue de la Société historique du Canada*, Nouvelle série, 6 (1995), p. 282-286.

il reçoit une subvention du Service du Canada d'outre-frontières du ministère des Affaires culturelles du Québec pour mettre sur pied un bureau à Toronto en 1965. Faute de ressources, celui-ci doit se confiner à un rôle d'information<sup>108</sup>.

## ÉPILOGUE

### L'Ontario français du Centre et du Sud-Ouest à la fin des années soixante

En 1971, dans le Centre et le Sud-Ouest de l'Ontario, 292 425 personnes sont d'origine ethnique française. De ce nombre, 134 380, soit 45,9 %, sont de langue maternelle française. Toutefois, si on prend comme mesure de conservation linguistique la langue d'usage au foyer, on arrive au chiffre de 63 650, ce qui signifie que 47,3 % seulement des individus ayant comme langue maternelle le français le parlent dans la vie quotidienne. Si on isole les deux régions, on trouve un taux de conservation linguistique de 44,6 % dans le Sud-Ouest et de 48,6 % dans le Centre, en fort contraste avec l'est (84,7 %) et le nord-est (83,2 %) de la province. Dans le Sud-Ouest, les vieilles communautés d'Essex-Kent maintiennent un taux de conservation linguistique de 50,1 %, presque identique à celui de Sarnia (51,8 %). Dans le Centre, la péninsule du Niagara se distingue avec un taux de 64,8 %, qui est encore plus élevé à Welland (78 %). Les sous-régions et localités qui comprennent des concentrations de population franco-ontarienne sont donc celles qui se maintiennent le mieux, encore que les transferts linguistiques y soient importants. Cela a l'heur d'inquiéter les militants.

Comme ils l'ont fait depuis plus d'un demi-siècle, ces derniers se tournent vers l'école pour ralentir, sinon arrêter, le flot assimilateur. Après tout, malgré l'apathie, voire l'antipathie

<sup>108</sup> Lapiere, *op. cit.*, p. 181. Pour l'action du Québec au sein de la francophonie canadienne pendant la Révolution tranquille, voir Martel, *Le Deuil*, p. 115-125.

de beaucoup de Franco-Ontariens du Centre et du Sud-Ouest, les communautés se sont dotées progressivement d'un réseau impressionnant d'écoles élémentaires. À l'aube des années 1970, on ne compte pas moins de 12 853 élèves dans 48 écoles élémentaires de langue française, qui sont réparties également entre les deux régions<sup>109</sup>. De nouveaux défis se posent en matière d'éducation. Il faut d'abord continuer de contrer les effets potentiellement néfastes de la centralisation scolaire et éviter que ne se reproduise l'exemple de la Baie-Georgienne, où la fermeture de la *Continuation School* de Lafontaine en 1966 a projeté les élèves de la localité et de ses environs dans un établissement secondaire offrant peu de cours et de services en français<sup>110</sup>. Il faut aussi faire bon usage des lois 140 et 141, qui, à partir de 1968, permettent aux Franco-Ontariens l'accès à des écoles secondaires de langue française, «là où le nombre le justifie», et forcent les conseils scolaires récalcitrants à ouvrir des écoles secondaires, comme c'est le cas à Paincourt, Welland (1968) et Toronto (1969)<sup>111</sup>.

La complétude institutionnelle exige aussi que les Franco-Ontariens aient accès à des médias de langue française. En 1969, CJBC rejoint quelque 85 000 auditeurs dans le Centre, mais dans le Sud-Ouest il n'existe pas de radio de langue française<sup>112</sup>. Dans les deux régions, l'arrivée éventuelle de la télévision française suscite de grands espoirs. La plupart des communautés en sont privées et les services existants sont réduits à quelques heures le dimanche matin<sup>113</sup>.

L'année 1969-1970 marque un point tournant dans l'évolution des Franco-Ontariens du centre et du sud-ouest de l'Ontario. Comme leurs compatriotes des autres régions, ils

---

<sup>109</sup> Comité franco-ontarien, *op. cit.*, p. 108-109, 117, 121.

<sup>110</sup> Voir le témoignage de Basile Dorion, *op. cit.*, p. 21.

<sup>111</sup> Comité franco-ontarien, *op. cit.*, p. 107-108, 121.

<sup>112</sup> *Ibid.*, p. 111.

<sup>113</sup> Lapierre, *op. cit.*, p. 157.

vont mettre sur pied pendant les trois prochaines décennies une kyrielle d'institutions sociales et culturelles, en même temps qu'ils prendront une place plus grande au sein des organismes provinciaux franco-ontariens. Sans devenir une métropole régionale comparable à Ottawa ou Sudbury, Toronto s'affirmera comme lieu multiculturel de bouillonnement de langue française. Ailleurs, le ralentissement considérable du flux migratoire contribuera à l'augmentation dramatique des transferts linguistiques. En contexte de mondialisation, une mutation identitaire aura cours. Mais c'est une autre histoire.